

Lettre ouverte à Messieurs Flahaut et Demeyer

LE VOYAGE DE LA HONTE

Ce 9 mars s'est tenue à Kigali la conférence des présidents des parlements de la Communauté des pays des Grands Lacs (CEPGL). Ceux-ci ont adopté un texte portant sur les fonds baptismaux la création d'une force militaire régionale de la RDC, du Rwanda, et du Burundi. La réunion de Kigali visait notamment à relancer la CEPGL, un embryon de "marché commun" rassemblant la RDC, le Rwanda et le Burundi et fortement soutenu par la Belgique - l'ancienne puissance coloniale - et par l'Union européenne. Etaient d'ailleurs présents le président de la Chambre de Belgique, André Flahaut, et le vice-président du Sénat belge, Willy Demeyer. Cette conférence avait été organisée à l'initiative du Parlement belge.¹

En tant que citoyen belge, la participation de hautes personnalités de l'Etat, à ce voyage au Rwanda, m'amène aux considérations suivantes.

Comment est-il possible que des responsables politiques, exerçant des fonctions importantes au sommet des structures démocratiques de notre pays et qui ont, précisément, la tâche de veiller au respect de la démocratie et de promouvoir ses idéaux de par le monde, vont se compromettre au sein d'une dictature pure et dure dont le chef est accusé, dans un récent rapport de l'ONU, d'être responsable de la mort de plusieurs millions de personnes ?

Comment justifier le parrainage d'une force militaire en y intégrant un Parti-Etat, le Rwanda, qui depuis plus de vingt ans sème la mort et la désolation dans la région ? Faire croire que cet embryon d'armée commune serait un gage de stabilité dans cette zone martyre de l'Afrique est une duperie inique. En effet, par qui sera constituée cette force militaire régionale ? Les forces de défense rwandaises sont composées à plus de 90% de Tutsi, alors que ceux-ci ne représentent qu'un faible pourcentage de la population du Rwanda. La situation est similaire pour l'armée burundaise. Quant aux forces armées congolaises (FARDC), il est évident que ce sont les anciennes milices sponsorisées par le Rwanda (celles qui pendant des années ont mis les deux Kivu et l'Ituri à feu et à sang, entre-temps intégrées aux FARDC, mais occupant toujours cette vaste région) qui vont alimenter cette pseudo force "communautaire". Celle-ci, en réalité, n'aura d'autre préoccupation que de poursuivre l'œuvre d'annexion de la partie orientale du Congo, de participer à la balkanisation de ce pays et d'enfin réaliser ce projet si cher à Paul Kagame : la création d'un Tutsiland.

¹ Extrait d'un article de Grands Lacs Info du 10 mars 2011.

Alors que notre propre pays est à l'agonie, comment expliquer aux citoyens que ces hautes personnalités politiques consacrent leur temps et l'argent du contribuable à un voyage en Afrique, plutôt que de s'occuper activement du sort de la Belgique et du bien-être de ses habitants ?

Par comparaison, que penser du cas de Michèle Alliot-Marie², contrainte à la démission de son poste ministériel pour s'être compromise avec le régime tunisien de Ben Ali, alors que ce dernier n'est ni accusé d'avoir fait assassiner deux autres chefs d'Etat ni accusé d'être responsable de la mort de plus de cinq millions de personnes ni accusé de piller depuis des années les richesses minières d'un pays voisin ?

Malgré ce qui précède, je me demande si la presse belge exprimera un quelconque questionnement quant au bien-fondé de cette initiative parlementaire dont les retombées procurent un vernis factice de respectabilité à un régime dictatorial de la pire espèce.

Pour conclure, je voudrais rappeler à Monsieur Flahaut, président de la Chambre de Belgique, et à Monsieur Demeyer, vice-président du Sénat belge, que lorsque nos dix Para-commandos ont été sauvagement assassinés dans la journée du 7 avril 1994, c'est précisément parce qu'ils étaient tenus pour responsables de la mort du président Habyarimana. Vous ne pouvez ignorer les lourdes présomptions de culpabilité qui pèsent sur Paul Kagame dans l'organisation et l'exécution de l'attentat du 6 avril. Etant donné ce contexte particulier, il me semble qu'une certaine retenue s'imposait, par respect pour la mémoire de nos dix casques bleus martyrisés. Ce ne fut pas le cas. C'est la raison pour laquelle je ressens, douloureusement, votre voyage comme celui de la honte.

Luc Marchal
ancien commandant
du Secteur Kigali/MINUAR

² Ancienne ministre française des Affaires étrangères.